

Il faut en finir avec l'austérité !

Les rodomontades du Président ne trompent personne. Les décisions du Sommet du 26 octobre, loin de sauver l'Europe et la France, enfoncent un peu plus le continent dans l'impasse.

On ne desserre pas l'étau de la dette. On continue d'alimenter les marchés financiers, on les alimente par de nouveaux endettements. Le Fonds Européen de Stabilité Financière (FESF) au lieu de servir de pare-feu va nourrir l'incendie.

Tout le continent est mis à l'heure de l'austérité au risque d'aggraver la récession qui s'annonce. Les pays seront de moins en moins à même de faire face au poids de la dette. La crise financière va être relancée par les perspectives de faible croissance.

Aucun moyen nouveau n'est dégagé pour soutenir l'activité. La recapitalisation des banques n'est pas le problème. Les gouvernements demandent aux banques d'enregistrer une partie des pertes sur la dette grecque. Mais on ne leur demande pas de financer l'activité économique, ce qui serait leur rôle.

Ainsi, le jour même où les chiffres du chômage battent un nouveau record les cours de la Bourse s'envolent !

Le Président de la République annonce un nouveau plan d'austérité de l'ordre de 8 milliards. Sa mise en œuvre est confiée à François Fillon qui répète sans arrêt au mépris de la réalité, que « les Français vivent au dessus de leurs moyens ». De nouvelles amputations du pouvoir d'achat sont à l'ordre du jour concernant les allocations, minima sociaux et remboursements de la Sécurité sociale. Une augmentation de la TVA est clairement à l'ordre du jour. C'est pourtant l'impôt le plus injuste puisqu'il est identique sur la consommation des riches et des pauvres. Les fonctionnaires continuent d'être présentés comme des « budgétivores ».

C'est l'austérité au goutte à goutte. D'abord la réforme des retraites, ensuite la mise au régime sec des services publics, puis la réduction des indemnités journalières, le prélèvement sur les mutuelles, l'augmentation de la CSG sur les salaires... Faute de pouvoir présenter l'addition en une seule fois, le gouvernement la découpe en tranches qui se succèdent de plus en plus vite.

Nicolas Sarkozy ne masque pas son intention de relayer la revendication du patronat de bouleverser les modalités de financement de la Sécurité sociale au nom de la compétitivité des entreprises et pour mettre un terme

« à l'assistanat ». C'est un pilier essentiel du contrat social qui est menacé.

Dans la philosophie présidentielle les entreprises sont exonérées de toutes responsabilités, ce qui est un comble.

Cerise sur le gâteau, les gouvernements prétendent imposer la fameuse « règle d'or » qui privera tous les pays, en corsetant les dépenses publiques, d'un levier décisif de politique économique. Au lieu « d'encadrer les marchés financiers », les gouvernements européens sont en train de « limiter la démocratie » !

La CGT réaffirme ses dix exigences pour une autre répartition des richesses créées :

1. **Revaloriser les salaires, les pensions et les minima sociaux.**
2. **Contrôler les aides publiques aux entreprises**
3. **Contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements**
4. **Supprimer des exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires**
5. **Stopper les suppressions d'emplois**
6. **Développer les politiques publiques et les moyens des services publics**
7. **Réformer la fiscalité en profondeur**
8. **Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits pour**
9. **Taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux.**
10. **Mettre en place un fond européen de solidarité sociale et de développement économique**

Plus que jamais, la CGT appelle l'ensemble des salariés, retraités et demandeurs d'emploi à s'organiser dans la CGT et à se mobiliser pour faire prendre en compte leurs revendications légitimes.